

DÉCRYPTAGE

Une interview dans le bon timing

L'entretien avec le député européen Jérôme Lavrilleux est tombé à point nommé, la veille de la communication du parquet de Paris sur l'affaire Bygmalion.

Quand le hasard fait bien les choses. Notre entretien avec Jérôme Lavrilleux, publié dans nos éditions du dimanche 4 septembre et mis en ligne la veille au soir, n'est pas passé inaperçu. L'interview a pris un relief particulier quand, le lendemain, l'AFP a annoncé la première que le parquet de Paris demandait le renvoi en correctionnelle de Nicolas Sarkozy dans l'affaire des comptes de campagne de 2012, au même titre que les treize mis en examen, dont les deux Saint-Quentinois Jérôme Lavrilleux, l'ex-directeur adjoint de la campagne électorale UMP, et Bastien Millot, l'ex-créateur de l'agence Bygmalion.

Plusieurs médias nationaux, le *Figaro*, le *Journal du dimanche* et *RTL* ont repris de larges extraits de cette interview en la sourçant. On imagine aussi qu'elle a dû circuler par voie électronique, le dimanche du côté de La Baule, lors du rassemblement LR pour la primaire de la droite. Les supporters de Nicolas Sarkozy n'ont probablement pas goûté les propos de Jérôme La-



Jérôme Lavrilleux est mis en difficulté par Franck Attal, autre mis en examen.

vailleux étrillant leur champion et affirmant vouloir que « justice passe » en se disant « prêt à assumer ses responsabilités mais pas celles des autres ».

Notre rencontre avec Jérôme Lavrilleux s'est faite à sa permanence de député européen, quartier

Saint-Jean à Saint-Quentin, le lundi 29 août, avant sa rentrée au parlement de Bruxelles. Et d'emblée la publication était prévue le dimanche suivant dans le cadre de notre page « On en parle ». Jérôme Lavrilleux n'avait pas eu d'autres rendez-vous médiatiques depuis

29 septembre, date de diffusion sur France 2 de l'Envoyé spécial sur l'affaire Bygmalion qui s'annonce explosif

celui avant les vacances d'été avec une équipe d'Envoyé spécial, qui reviendra sur l'affaire Bygmalion. Et l'extrait diffusé jeudi 8 septembre au JT de France 2 de David Pujadas sent déjà le soufre. L'un des mis en examen, Franck Attal, l'ex-directeur événementiel de la filiale de Bygmalion et l'organisateur des meetings de Nicolas Sarkozy, contredit la position de l'ancien président qui affirme mordicus ne pas le connaître, et accable aussi Jérôme Lavrilleux. L'intégralité de cette enquête sera diffusée dans le nouvel *Envoyé spécial* du 29 septembre désormais présenté par Élise Lucet.

N. T.

CHAUNY

La directrice de cabinet du maire a démissionné

■ Arrivée en juillet 2015 à un poste envié, la plus proche collaboratrice du maire a cessé son activité. Son successeur est attendu le 1^{er} octobre.

Un an, et puis s'en va. Embauchée « pour épauler » au quotidien Marcel Lalonde, Isabelle Marso a donc choisi, pour raisons personnelles, de retourner au conseil départemental de l'Aisne où elle exerçait la fonction de directrice adjointe de cabinet du président avant le changement de majorité.

Alors qu'il venait tout juste de la nommer directrice de cabinet du maire (le 1^{er} juillet 2015), le premier magistrat ne tarissait pas d'éloges sur sa nouvelle recrue. Peu ou pas connue des Chaunois, Isabelle Marso a notamment



Isabelle Marso n'est restée qu'une année au côté du maire.

contribué à la réorganisation des services municipaux, et assuré la communication de la ville.

De manière indirecte, elle a aussi vécu deux démissions d'adjoints (Gilbert Brassart puis Josiane Guffroy).

Rappelons que son recrutement avait provoqué des interrogations dans le camp de l'opposition (la gauche) puisque son salaire annuel avait été estimé avec les charges à près de 60 000 euros.

Son poste ne devrait pas rester vacant trop longtemps. Son successeur est d'ailleurs annoncé le 1^{er} octobre par des personnes visiblement bien informées. Ce serait un ancien du conseil général de l'Aisne...

L.Q.

Les élus du Front national sur le terrain

■ Armand Pollet et Marion Saillard (Front national), binôme qui représente le nouveau canton de Guise au Département sont sur le terrain et le font savoir.

En cette rentrée politique, les frontistes se positionnent avec en vue des Législatives de 2017. Le candidat retenu par le parti pour la 3^e circonscription ne sera connu qu'en décembre.

En attendant, le binôme qui fait en sorte de se déplacer dans toutes

les communes (45) a soutenu une trentaine de petites associations du canton qui organisent des événements festifs. « *Les associations ne doivent pas faire de politique* » précise Marion Saillard.

Face à la loi NOTRe, les deux élus constatent « *la disparition progressive des communes* » et que le Département « *se vide progressivement de ses compétences. Les communes rurales sont de moins en moins écoutées.* »



Armand Pollet et Marion Saillard (FN) arpentent la campagne.

Ces candidats prêts pour les élections législatives 2017

C'est la rentrée politique. Les premiers candidats aux élections législatives se font connaître. Seuls les socialistes et les communistes restent dans le flou. Pour l'instant.

Les premiers candidats aux élections législatives, en juin, se font connaître. Investis, ou presque, par leur parti. Ils sont déjà dans en pré-campagne.

1 JULIEN DIVE, LES RÉPUBLICAINS
Élu député en mars, suite à la démission de Xavier Bertrand devenu président des Hauts-de-France, Julien Dive (maire d'Itancourt) a été investi par son parti cet été pour les élections 2017. Il n'est pas repassé par la case primaires locales. Cette étape avait été nécessaire en janvier pour déléguer les multiples candidatures à la succession. Après quelques mois sur les bancs de l'Assemblée, le jeune député semble faire l'unanimité dans son camp. « Je vais continuer mon action parlementaire », déclare-t-il. Dans l'édition du courrier Picard du samedi 3 septembre, Julien Dive précisait : « Je m'investis pour aller jusqu'au bout. » Sous-entendant que cette première élection n'était que le début.

2 SYLVIE SAILLARD, FRONT NATIONAL
La conseillère municipale d'opposition, Sylvie Saillard (FN), est prête à se lancer dans une nouvelle campagne. Évincée en mars, elle a d'ores et déjà la pré-investiture de son parti pour le mois de juin. Elle attend la confirmation en décembre. La Saint-Quentinoise a assisté à la rentrée politique de Marine Le Pen à Brachay (Haute-Marne). « Je suis plus déterminée que jamais », s'empare-t-elle. Elle déclare se présenter en tant que « femme libre et indépendante » et vouloir sortir de « l'hécatombe qui existe au niveau local et national ».

3 MICHEL MAGNIEZ, EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS
« Moi, ça m'irait très bien de repartir pour les élections de juin. » Michel Magniez, le candidat d'Europe Écologie Les Verts à la législa-



De gauche à droite et de haut en bas : Julien Dive, Michel Magniez, Anne Zandlénas et Sylvie Saillard.

tive partielle de mars, a pris goût à la campagne. Il est candidat à la candidature. La désignation se fait au niveau local avec un vote des militants mais aussi au niveau national avec une investiture. « L'objectif est d'avoir des candidats dans toutes les circonscriptions. » Le trentenaire se tient prêt.

4 ANNE ZANDLÉNAS, LUTTE OUVRIÈRE
Dès le mois de juillet, Nathalie Arthaud, porte-parole de Lutte Ouvrière, et Anne Zandlénas, son attachée locale, se di-

saient prêtes pour les élections. L'une pour la présidentielle et l'autre pour les élections législatives. Là encore, ce ne sera pas un coup d'essai.

La section locale du Parti communiste est en cours de réflexion. Une décision pourrait intervenir en novembre.

Les échéances législatives de juin n'annoncent pas de renouvellement des têtes de l'élection partielle de mars.

Alice Meunier

Des candidats du mouvement d'Emmanuel Macron

Les investitures socialistes auront lieu en octobre. « Ce sont des décisions de groupe », précise Carole Berlemont, conseillère municipale (PS). Anne Ferreira, ex-candidate, pourrait bien repartir. « Il nous faudra voir qui est le mieux placé et qui a envie d'y aller. » Carole Berlemont déclare ne pas y avoir réfléchi pour partir elle-même et Anne Ferreira n'a pas répondu à nos sollicitations. Côte socialiste, les soutiens locaux d'Emmanuel Macron (ministre de l'économie démissionnaire) pourraient créer la surprise en se présentant. Emmanuel Mousselet ou Mike Plaza ont rejoint le mouvement « En marche ». « Ça me plairait bien, confie Emmanuel Mousselet. L'hypothèse n'est pas à exclure. »

ROUPY

Les soutiens de Xavier Bertrand se retrouvent dimanche

La Manufacture, « boîte à idées » de Xavier Bertrand, tient un meeting dimanche, à l'aérodrome, à quelques semaines des primaires LR.

LES FAITS

► **Décembre 2012** : création de la « Manufacture », micro-parti de Xavier Bertrand au sein de ce qui s'appelait alors l'UMP (Les Républicains). Objectif : la primaire 2016 (et la présidentielle).

► **Juillet 2013** : Premier rassemblement à l'aérodrome de Roupy. Cinq cents soutiens font le déplacement.

► **Dimanche 11 septembre 2016** : la Manufacture se réunit à Roupy. Xavier Bertrand, président des Hauts-de-France, n'est plus candidat à la primaire 2016.



Lors des précédentes éditions, jusqu'à 500 soutiens s'étaient manifestés.

Aucune personnalité n'est annoncée pour ce rassemblement de la Manufacture. « Peut-être qu'il en viendra mais ça reste un rassemblement informel », explique-t-on du côté organisateur. Pour sa quatrième édition, la journée de débats est plus confidentielle que jamais.

Pour rappel, la Manufacture a été créée en décembre 2012. Elle était alors présentée comme un « think-tank » c'est-à-dire une boîte à

idées, voire un micro-parti de Xavier Bertrand. Après la défaite de l'UMP (ex-Républicains) à l'élection présidentielle et aux législatives, le Saint-Quentinois avait décidé de reprendre la main. La Manufacture devait porter un programme jusqu'à la primaire de 2016 et plus si affinités.

En 2013, Xavier Bertrand y lançait sa campagne pour la primaire de 2016. Même objectif en 2014.

C'est en 2015 qu'un tournant est pris. Xavier Bertrand, candidat à la présidence de la grande région, y fait des annonces locales (en cas de victoire, il quitte ses fauteuils de maire et de député). Une fois élu, le président a renoncé à la primaire 2016 pour s'occuper de la région Hauts-de-France en attendant d'autres échéances nationales.

ALICE MEUNIER

Primaire : qui soutient qui ?

On connaît depuis hier la liste des ténors de la droite qui participeront à la primaire. Les uns et les autres ont pu compter sur leurs soutiens dans la région. État des lieux.

Sur les 13 candidats de la droite en lice pour la primaire des 20 et 27 novembre, on savait qu'il n'en resterait au final qu'une poignée. Ils devraient être huit. Logique, les prérequis pour figurer sur la ligne de départ n'étaient pas à la portée de tous. Il a fallu en effet recueillir les parrainages de 250 élus, dont au moins 20 parlementaires répartis sur un minimum de 30 départements, et d'au moins 2 500 adhérents. Un jeu de parrainage auxquels les élus régionaux LR ont pris leur part. Petite revue d'effectifs à partir de quelques-uns des candidats en lice pour cette présidentielle inédite à droite.

1 SARKOZY Il aura mis du temps à se déclarer officiellement, mais depuis il fait l'actualité de façon quasi-permanente. Nicolas Sarkozy sans surprise, a séduit quelques figures de poids parmi les élus LR régionaux. Édouard Courtial, président du département de l'Oise, Éric Woerth, ex-ministre et député-maire de Chantilly ou Philippe Marini, ex-sénateur et maire de Compiègne dans l'Oise. Mais aussi Alain



Alain Gest, Caroline Cayeux, Jérôme Bignon et Xavier Bertrand... Aucun n'est sur la même ligne pour cette primaire de la droite.

« La primaire et l'offre politique ne me séduisent pas. Je prendrai peut-être position après les débats » Xavier Bertrand

Gest, député et président de la communauté d'agglomération d'Amiens : « Le pays est dans un état catastrophique. Dans ce contexte, je ne vois qu'un seul candidat susceptible de le remettre à flot. C'est à la fois le plus expérimenté - il a déjà occupé la fonction - le plus déterminé et le seul qui propose des solutions qui sortent des sentiers battus... » Bizarrement, l'ex-Président de la République ne compte aucun soutien de poids dans l'Aisne.

2 JUPPÉ Alain Juppé, en son temps Premier ministre, avait réussi à jeter par millions les Français

DANIEL DUBOIS A SOUTENU MKM

► Ancien Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, soutien d'Alain Juppé, sera présent à Amiens samedi 15 octobre pour un banquet des relais de la

campagne. ► Le sénateur UDI de la Somme Daniel Dubois a indiqué avoir apporté son soutien à Nathalie Kosciusko-Morizet. Dans l'Oise, Alain Juppé peut compter aussi sur le soutien d'Olivier Paccaud (conseiller départe-

Xavier Bertrand ne prend pas position

Non, il n'est pas candidat à la primaire, mais son ombre n'en plane pas moins sur ce scrutin, au moins dans la région. Xavier Bertrand a préféré s'éloigner du jeu politique national pour se consacrer dans les années à venir à sa région des Hauts-de-France. Interrogé il y a peu, il a indiqué n'avoir apporté son soutien à personne. On sait qu'une éventuelle candidature l'a longtemps titillé. Dans ce contexte il apparaît logique qu'il n'ait pas trouvé chaussure à son pied : « La primaire et l'offre politique ne me séduisent pas. Je prendrai peut-être position après les débats, mais dans l'immédiat j'avoue que je n'ai pas beaucoup aimé les attaques des uns et des autres. » Une position attentive dans laquelle il faudra peut-être voir une explication à la grande prudence observée par les principaux élus aixonnais. Ni Julien Dive qui lui a succédé en tant que député, ni Frédérique Mocarrez qui l'a remplacé à la mairie, pas plus que Pierre-Jean Verzelex, patron des Républicains, n'ont pris position.

LE CHIFFRE

3 millions Le nombre d'électeurs espéré pour cette primaire de la droite et du centre. Au premier tour la primaire à gauche avait mobilisé près de 2,7 millions d'électeurs.

À SAVOIR

- **Ce scrutin « présidentiel »** de la droite et du centre sera ouvert à tous.
- **Les électeurs devront être inscrits** sur les listes électorales et signer une « charte de l'alternance » dans laquelle ils indiqueront « partager les valeurs de la droite républicaine et du centre ».
- **Ils devront s'acquitter** aussi d'une participation de 2 € par tour de scrutin.
- **Le premier tour se déroulera** le dimanche 20 novembre. Si nécessaire un second tour aura lieu le 27 novembre.
- **Le scrutin aura lieu uniquement** par bulletins papier et sans procuration.
- **Il devrait y avoir 10 300 bureaux** de vote répartis sur l'ensemble du territoire.

mental) et de Lucien Degauchy, député. Apparemment, pas plus que Sarkozy, il n'a séduit les figures de proue Les Républicains de l'Aisne, excepté Pierre André, ex-sénateur-maire de Saint-Quentin.

3 ALLON C'est dans l'Oise que François Fillon, ex-Premier ministre de Nicolas Sarkozy dont il est aujourd'hui l'ennemi juré, compte ses soutiens les plus en vue. Parmi eux, la sénatrice-maire de Beauvais, Caroline Cayeux, qui lui a très tôt déclaré sa flamme. Dans la Somme, il peut compter sur Stéphane Decayeux, principal opposant au président départemental des Républicains Alain Gest, qui supporte, lui, Nicolas Sarkozy. Mais Stéphane Decayeux reste un personnage de second rang dans la mesure où il n'est que conseiller municipal à Abbeville et conseiller départemental.

4 COPE Ils ne sont pas nombreux, mais leur position mérite qu'on en parle : le député européen Jérôme Lavrilleux parraine Jean-François Copé tout comme le député de l'Oise, Olivier Dassault.

PHILIPPE FLOCKIGER
NICOLAS TOTET

LA PHRASE

« Le sens de cette primaire de la droite et du centre, n'est pas d'être une compétition entre personnalités mais un vrai débat d'idées » Bruno Retailleau, président de la région Pays de la Loire, sénateur de Vendée, filloniste.

POLITIQUE LÉGISLATIVES

René Dosière conditionne sa candidature à la primaire à droite

Les impatientes devront attendre. Député sortant, René Dosière (apparenté PS) ne dira s'il brigue un nouveau mandat qu'à l'issue de la primaire... à droite.

LES FAITS

- René Dosière est né le 3 août 1941 à Origny-Sainte-Benoîte.
- Il a été maire de Laon de 1983 à 1989. Il a été président du conseil régional de Picardie du 1^{er} juillet 1981 au 1^{er} avril 1983.
- Il a été député à plusieurs reprises depuis 1988, sous l'étiquette socialiste. Il est député apparenté PS depuis 2007.

René Dosière ménage encore le suspense sur sa candidature aux législatives et avance ses arguments en faveur... d'un nouveau mandat.

► La première question s'impose. Serez-vous candidat, ou pas, à votre propre succession comme député ?

Je ne sais pas...

► Toujours pas ?

Cela dépend beaucoup de la situation politique. On n'est pas candidat pour une satisfaction personnelle, pour devenir un notable. Si on est candidat, c'est qu'on a envie de faire quelque chose sur le plan politique. Depuis que la campagne de la primaire pour la droite s'est engagée, je suis un peu effaré...

► C'est-à-dire que vous vous positionnez en fonction de l'éventuel candidat qui sortira de cette primaire et pas de votre camp politique ?

La France et la République n'ont jamais été aussi menacées depuis 1940. Lors de la prochaine élection, c'est le régime démocratique qui est en cause. Nous en sommes en guerre contre le terrorisme islamiste. Cette guerre va être longue, il y aura encore des attentats, il y aura encore des morts. Il faut être en mesure de lutter avec beaucoup de fermeté mais de sang-froid contre ça. Je constate que, face à cette menace, la droite, en tout cas sarkozyste, est en train de se rapprocher des thèses du Front national, voire même de les dépasser, en remettant en cause la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen qui date de 1789.

► Il ne vous a pas échappé qu'il y a pléthore de candidats à cette primaire et que, dans les enquêtes d'opinion, Nicolas Sarkozy n'est pas en tête...



Selon René Dosière, « lors de la prochaine élection, c'est le régime démocratique qui est en cause ».

C'est lui qui donne le tempo de la campagne. Je ne fais pas seulement allusion à Nicolas Sarkozy mais au débat parlementaire que nous avons eu au mois de juillet après l'attentat de Nice et que nous avons prolongé l'état d'urgence. Plusieurs orateurs, notamment Éric Cloutier et Laurent Wauquiez, qui est le président par intérim des Républicains, ont eu des propos consistant à dire, au fond, « les états de droit, on n'en a rien à faire », et qu'il faut répondre aux barbares par des méthodes barbares. On revient aux lettres de cachet et on stigmatise les musulmans

et la religion musulmane. Quand je vois cette évolution, je me dis que c'est l'avenir même de la démocratie qui sera en cause. Je ne pourrais pas rester chez moi.

► C'est-à-dire qu'il faudra des députés d'expérience...

Il faudrait d'abord que tous les républicains prennent conscience que c'est l'avenir de la démocratie qui sera en cause. C'est la dictature qu'on veut mettre en place, en supprimant notamment la liberté de religion. Dans ce cas-là, je ne peux pas prendre ma retraite. Sur le plan plus personnel, les arguments plaident

plutôt en faveur de ma non-candidature. J'ai fait mes preuves, j'ai fait du travail utile, j'ai duré longtemps. Un renouvellement n'est pas inutile.

► Et votre âge ?

Ça n'est pas un problème d'âge. Le Général de Gaulle et François Mitterrand avaient mon âge quand ils se sont présentés. D'ailleurs, je suis en pleine forme ! Comme dans la chanson de Brassens, le temps ne fait rien à l'affaire... Encore une fois, je pense avoir fait du travail utile, mais ce travail d'autres doivent pouvoir le faire. Nul n'est indispensable.

► Si on se place sur le plan du dé-

bat démocratique, on constate que l'ancien Président de la République comme l'actuel suscitent un fort rejet. Le danger n'est-il pas, aussi, là ? Ne craignez-vous pas un nouveau 21 avril avec un second tour de la présidentielle avec Marine Le Pen ?

L'hypothèse qu'on puisse avoir Mme Le Pen et un candidat de droite qui défend les mêmes idées, c'est un risque naturellement. Il faut alors qu'au parlement, il y ait des gens qui soient capables de dire « non, non, vive la République ». C'est encore un peu tôt pour dire « il faut y aller ». Je pèse le pour et le contre. Il faudra sans doute attendre de savoir quel est le candidat de la droite pour se déterminer.

► Aux législatives, il y a déjà des

« Le Général de Gaulle et François Mitterrand avaient mon âge quand ils se sont présentés. »
René Dosière, député sortant

candidats déclarés. Qu'en pensez-vous ?

Je constate qu'il y a un certain nombre de gens qui pensent aux élections tous les matins en se rasant, certains depuis longtemps. Pour l'instant, il n'y a des candidatures qu'à droite, avec Christophe Coulon, et une candidature officieuse cachée qui est celle de Karimmet.

► Elle n'est pas cachée...

C'est son étiquette qui est cachée. Karimmet n'est pas un candidat de gauche, il y a cinq ans, au 2^e tour, il a maintenu sa candidature, avec l'espoir que ce maintien me ferait battre, le candidat officiel que j'étais devenu, il s'est toujours présenté contre le candidat de gauche que j'étais, jamais contre le candidat de droite à la mairie de Laon.

► Sauf surprise, vous n'allez pas reprendre votre carte au PS. Y aura-t-il un candidat socialiste ?

Je ne sais pas. Si j'en juge par les résultats des dernières élections, ça ne m'a pas empêché d'avoir la confiance des électeurs. Je pense que le Parti socialiste, pour ce qu'il en reste, finira par être plus réaliste.

Propos recueillis par PHILIPPE ROBIN

LES AUTRES POINTS

Les politiques locaux ou nationaux vus par René Dosière, petit verbatim...

Christophe Coulon

« Un conseiller régional a autre chose à faire que d'aller dans chaque manifestation de village, sauf s'il veut devenir député. »

Antoine Lefèvre

« Avoir la loi sur le cumul, ça aura une mesure.

qui aura le plus de conséquence sur le fonctionnement administratif et politique de notre pays. On ne peut pas gérer correctement une ville quand on n'est pas à temps plein. On le voit bien à Laon. »

Xavier Bertrand

« Je note que Xavier Bertrand, contrairement à son collègue Estrosi qui a été élu dans les mêmes conditions, reste digne. Il n'a pas l'at-

titude de stigmatisation qui est celle des sarkozystes. »

François Hollande

« Le meilleur candidat à gauche c'est le Président de la République sortant. »

Emmanuel Macron

« Sa candidature n'a pas de légitimité démocratique. Cela ressemble plus à une trahison. »

Le conseil de circonscription, une fausse bonne idée ?

En créant un « conseil municipal », à l'échelle de l'arrondissement, Julien Dive veut dépoussiérer la démocratie participative. Mais est-ce vraiment novateur ? Décryptage.

■ Ce n'est pas la liste des 22 mais la liste des 36 qu'a révélée le député Julien Dive (LR) vendredi soir. Trente-six volontaires auxquels il faut ajouter vingt suppléants tous tirés au sort. Ces hommes et femmes du Saint-Quentinois composeront le conseil d'arrondissement qui se réunira une fois par mois, « avec un ordre du jour précis ».

Répartis dans six commissions en fonction de leurs compétences (santé, ruralité, autorité, société, économie et développement durable), les membres feront remonter les idées du terrain. L'objectif est « que les gens puissent rédiger, construire les propositions de lois », résume l'élu.

De l'aveu même du député, l'idée n'est pas neuve ni même de droite. « Le député communiste André Chassaingne avait fait quelque chose de similaire. Il y a quelques années mais c'est tombé à l'eau. » Pour Julien Dive néanmoins, une participation citoyenne sous cette forme, « ou-

➔ « J'aime bien le fait que monsieur et madame tout le monde puissent donner son avis. »

verte à tous », « ça n'existe pas ». Le maire d'Itancourt n'hésite pas à comparer son projet « à un conseil municipal à l'échelle de l'arrondissement ».

Sûr de son idée, il espère, à terme, décliner cette formule au niveau national. La solution miracle pour réconcilier les Français avec la politique ? En tout cas, une volonté de redonner la parole au citoyen. « On est élu au scrutin direct, on est déjà des représentants du peuple », rappelle à toutes fins utiles le député PS Jean-Louis Bricout.

À la lecture des noms sélectionnés, pas de surprise, on retrouve beaucoup de personnes déjà impliquées dans la vie locale, de par leur profession ou leur engagement. « J'aime bien tous ces trucs », réagit Martine Brotonne d'Étreillers, membre de la commission ruralité. J'ai pris ma retraite



Ce conseil de circonscription était l'une des promesses de Julien Dive lors des législatives. Photo d'Archives.

Il n'y a pas longtemps et j'aime bien le contact. Je me suis toujours investi dans l'associatif et j'ai déjà fait partie du conseil municipal de mon village. La sexagénnaire n'entend pas révolutionner le système législatif mais va d'abord pour échanger. « C'est toujours utile de discuter », conclut-elle.

« Les mêmes sensibilités »

Clément Puchaux sélectionné dans la commission société y va aussi pour débattre. « J'aime bien le fait que monsieur et madame tout le monde puissent donner son avis », témoigne ce jeune animateur dans les écoles de Saint-Quentin. Il est par ailleurs responsable adjoint de Bruno Le Maire dans l'Aisne. Car malgré cette ouverture à tous, le concept a attiré pas mal de sympathisants en phase avec les idées du député LR. « On tourne forcément autour des mêmes sensibilités », craint Jean-Louis Bricout qui ne s'attend pas à voir des militants d'extrême gauche assister à ces réunions.

On notera la présence d'un soutien d'Éric Norel (SE) pendant les législatives, et non des moindres. L'ancien boxeur Jérôme Thomas a été tiré au sort comme suppléant. « Depuis les élections, je me suis pris au jeu. J'ai pris goût à ça. Je pense que je peux apporter quelque chose », estime l'ancien vice-champion olympique. La première réunion se déroulera le 29 septembre à Fayet. Premier bilan dans quelques mois à la fin du mandat.

OLIVIER DE SAINT RIQUIER

« Provoquer les rencontres »

La création d'un conseil de circonscription est vue d'un œil plutôt bienveillant dans les circonscriptions voisines. Mais pour Jean-Louis Bricout (PS) ou René Dosière (apparenté PS), cette initiative ne devrait rien changer sur le fond. « Ce n'est pas une proposition miracle, mais pourquoi pas ça existe ailleurs. Il y a des tas de moyens pour faire remonter l'état de l'opinion autre que d'aller couper des rubans », explique le député de Laon. « Moi j'ai une association avec des correspondants. Le tout c'est d'être en phase avec l'opinion. »

« Je suis plutôt un adepte des relations de proximité qui soient les plus denses, les plus ouvertes possibles pour me former une opinion », ajoute Jean-Louis Bricout. « quelques fois il faut provoquer les rencontres. Ma méthode est d'aller plus sur le terrain. En ce moment je vais dans les cantons à la rencontre des élus. Le problème de ce conseil est qu'il (Julien Dive) devrait remonter les idées qui sont déjà les siennes. »

LES MEMBRES DU CONSEIL DE CIRCONSCRIPTION

Santé

Titulaires : Gladieux-Frison Laurence, Boulemau Jean-Clode, Lutzke Christelle, Deligny Sylvain, Emuquer Benoît, Leclappe Jacqueline
Suppléants : Cuvvet Bruno, Francis Jean-Christophe, Mariage Olivier, Thomas Jérôme

Ruralité

Titulaires : Blauwart Jean-Pierre, Semaire Daniel, Marby Aurélien, Brotonne Martine, Beau Favier, Bally Jean-Pierre
Suppléants : Mathieu Stéphane, Vermont Jean-Marc, Piquard Geneviève, Fuviallet Patrick

Autorité

Titulaires : Lopez Carole, Coulan Maurice, D'Almeida Franck, Lesieur Ludovic, Caplan Christiane, Buis Diderand
Suppléants : Bonnaeus Gabriel, Peller David, Poulin

Société

Titulaires : Ouhachevne Romane, Robbe Christiane, Bouce Cathy, Puchaux Clément, Vassie Karine, Farinet Michel
Suppléants : Baroux Guy, Cuffin Marion, Braou Aïche, Marcelle Vanessa

Economie

Titulaires : Daemy Sienna, Faron Philippe, Roussel Marc, Oussif Nabli, Pabier Virginia, Lafosse Jean
Suppléants : Tempier Bruno, Theka Sébastien, Trocme Jean-Louis, Dughini Urmawi Alward

Développement durable

Titulaires : Perez Juste, Le Begue Florence, De Massery Sylvie, Cloton Nina, Leclimem Charlotte, Laiseux Aïnin
Suppléants : Devière Jean-Jacques, Cornille Thierry, Caronnet Jacques, Ansart Destrind

POLITIQUE

Une rentrée en forme de bilan pour XB

Les soutiens de Xavier Bertrand étaient réunis ce dimanche à Roupy. L'occasion pour le président de la Région de tirer un premier bilan de son action à la tête des Hauts-de-France.

■ Un cadre champêtre, des échanges politiques, des frites, de la bière et une ambiance détendue. Nous ne sommes pas à la fête de l'Huma mais bien à Roupy près de Saint-Quentin. Comme chaque année, l'aérodrome a attiré plusieurs centaines de sympathisants de Xavier Bertrand sous l'étendard de la Manufacture, le groupe d'idées qu'il a lancé en 2012.

Le mouvement était un peu en sommeil depuis un an. « C'est vrai qu'en 2015 nous nous sommes focalisés à 100% sur les élections régionales », concède le président de Région.

Fidèle à sa nouvelle posture de faire de la politique autrement tout en fustigeant les élites parisiennes, il a assuré à ses militants qu'ils « étaient de plus en plus utiles à ses côtés ». « Surtout avec la tournure que prend la campagne pour la primaire », a-t-il ajouté. Une primaire qui, dit-il, il a quitté « sans regret ».

Au-delà de son propre camp, il s'en est une nouvelle fois pris au



Xavier Bertrand s'est focalisé sur son action à la tête de la région plutôt que sur le débat de la primaire des Républicains.

monde politique dans son ensemble. Du FN, « avec qui on ne peut pas bosser », à Emmanuel Macron « dont le bilan prouve que le système

politique est dépassé ». Surtout, Xavier Bertrand a voulu mettre en avant son bilan à la tête des Hauts-de-France. Il assure qu'il livrera des

chiffres précis début octobre mais assure d'ores et déjà que le plan « 500 000 formations » a déjà pu permettre un retour à l'activité

pour 20 000 personnes supplémentaires par rapport à l'année dernière. Selon lui, l'allongement de l'exonération de charges accordé par la Région concerne « 40 000 personnes » et « 18 000 personnes » bénéficient de la prime transport pour aller au travail.

Ni pétard ni champagne

Il promet d'étendre cette prime à partir de janvier à la garde d'enfants. Le nombre d'apprentis serait aussi en hausse sur l'ensemble de la région.

« Je ne vais pas non plus claquer des pétards et sortir le champagne », a-t-il poursuivi, « mais ça prouve que quand on se consacre à fond à une chose, ça fonctionne ». Le nouvel homme fort de la région compte multiplier les réunions publiques pour communiquer sur ces résultats et « montrer ce que l'on fait ». Il n'ignore pas que son premier bilan après moins d'un an de présidence sera scruté. « Je sais que je suis attendu sur l'emploi ».

Olivier de Saint Riquier

LE CHEMIN DE L'EMPLOI

FM logistic recrute à Épaux-Bézu

15 à 20 postes de préparateurs de commandes en CDI sont proposés sans prérequis par Pôle emploi. Une réunion d'information pour les candidats se tient mercredi.

L'ESSENTIEL

► **FM logistic, entreprise spécialisée dans l'entreposage et le stockage, est installée sur deux sites distincts dans la ZI de l'Oméois au nord de Château-Thierry.**

► **La plateforme dite d'Épaux-Bézu en mono-clientèle avec Carrefour emploie 261 personnes (près de 700 sur les 2 plateformes) CDI dont 53 embauchés en 2015 et 2016.**

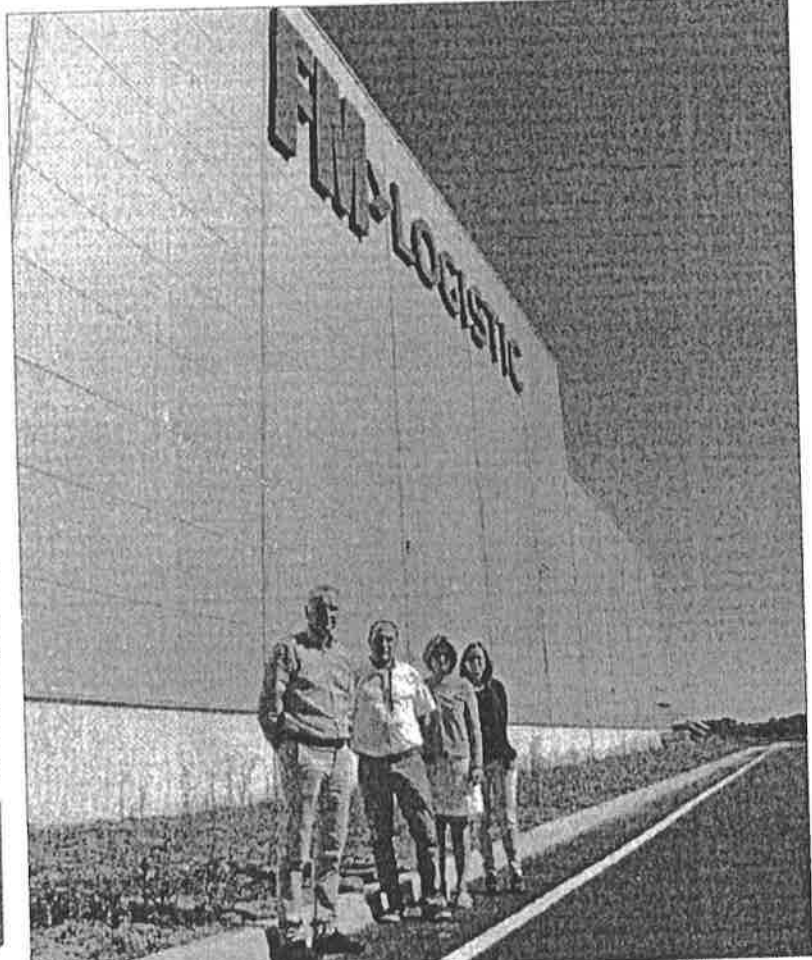
► **L'entreprise a mis en place un partenariat avec Pôle emploi pour le recrutement de 15 à 20 préparateurs de commandes en CDI d'ici fin 2016.**

► **Une réunion d'information, ouverte à tous les demandeurs avec ou sans diplôme, est organisée mercredi 14 septembre.**

teurs de commandes en CDI.

Ainsi Pôle emploi fait du sur-mesure : une réunion d'information pour les demandeurs, une évaluation de chacun selon la méthode de recrutement par simulation (MRS), un entretien de motivation avec la responsable RH de l'entreprise pour les candidats sélectionnés et enfin huit semaines complètes de formation avec immersion de quinze jours dans l'entreprise. Au final des huit semaines, une embauche en CDI, un permis CACES (niveau 1) de cariste

Pour participer au recrutement il suffit de composer le 03 23 50 61 20 avant mardi 16 heures.



La plateforme d'Épaux-Bézu dirigée par Renaud Clerbois (à gauche) emploie actuellement 260 salariés en CDI.

et même un Certificat d'aptitude professionnel (CAP). « Nous sommes sur un dispositif long. Les évaluations se font à partir des besoins de l'entreprise et les savoir-faire », explique Sylvain Minion, le conseiller Pôle emploi. « Tout le monde a sa chance. Seniors, juniors, hommes, femmes, réorientation, chômage de longue durée, si vous êtes motivés, appelez ! », insiste-t-il. Le métier de préparateur de commandes à FM logistic

d'Épaux-Bézu se fait sur le principe d'équipes en 3X8, matin, après-midi et nuit. L'entreprise favorise le covoiturage et une ligne de bus dessert le site aux heures de travail.

PASCAL FROIDEFOND

► Pour participer à la réunion d'information : appeler au 03 23 50 61 20 avant mardi 13 septembre à 16 heures.

La méthode de recrutement par simulation (MRS)

C'est de cette manière qu'ont été recrutés la trentaine d'employés nécessaire pour l'enseigne de bricolage « L'Entrepôt du bricolage » en 2015. Avec cette méthode prise de plus en plus par les entreprises en quête de main d'œuvre motivée, et pratiquée avec succès au Pôle emploi castel, pas de handicap, les diplômes et l'expérience ne sont plus les seuls critères. La méthode basée sur des tests d'aptitudes comme des puzzles laisse sa chance à tout le monde.

Une extension de 20 000 m² sur le site d'Épaux-Bézu

Inaugurée par les équipes travaillant sur le site et la direction vendredi 9 septembre, une extension de 20 000 m² d'entrepôts est opérationnelle à partir d'aujourd'hui sur la plateforme FM logistic d'Épaux-Bézu. Construite et aménagée sur-mesure par NG concept une filiale d'ingénierie bâtiment intégrée à FM Logistic, l'extension vient s'ajouter au 34 000 m² déjà existants. 12 mètres de hauteur, 86 quais de chargement, 70 000 emplacements, chez FM logistic le gigantisme ne fait pas peur ! Cette extension permettra à FM logistic de gérer au mieux les stocks et les livraisons du client unique du site : l'enseigne de distribution Carrefour. « Nous stockons ici 22 000 références, hors produits frais pour les 1700 magasins de l'enseigne Carrefour de l'hexagone. Cela représente environ 100 000 colis jours et 100 à 150

camions », précise le directeur, Renaud Clerbois. La nouvelle extension présente 4 zones distinctes sécurisées « Seveso ». Une pour les produits inflammables (alcools), une pour les aérosols, une petite séparée pour les cosmétiques et une pour toutes les autres références. « Nous faisons aussi régulièrement appel au travail intermittent pendant nos pics d'activités qui sont la rentrée de septembre, Noël, le nouvel an chinois et le Ramadan ». Deux agences d'intérim locales disposent d'ailleurs de bureaux sur place. Et ce n'est pas fini. FM logistic qui est sur tous les fronts de l'innovation a déjà d'autres projets dans les cartons, ici et autour de Château-Thierry (zone des Effeneaux à Montreuil-aux-Lions). C'est en toute discrétion que l'entreprise est en passe de devenir le premier employeur privé du sud de l'Aisne.



Chez FM logistic le gigantisme est la norme.

C'est simple. À ce jour nous n'avons pas un chien sur le territoire qui embauche aucun. Sylvain Minion et Cécile Thuillot, de l'équipe entreprise de Pôle emploi, sont en réunion sur le site FM logistic d'Épaux-Bézu dans la zone industrielle de l'Oméois au nord de Château-Thierry. Face à eux, Renaud Clerbois, directeur de la plateforme spécialisée dans l'entreposage et le stockage et Florence Feisthaue, la responsable des ressources humaines, ils peaufinent l'organisation du prochain recrutement de 15 à 20 préparateurs de commandes en CDI. « On veut des gens qui s'investissent, motivés, ici une fois que l'on est embauché on peut faire carrière. » Il sait de quoi il parle Renaud Clerbois. Originaire d'Essômes-sur-Marne il est entré en 1995 chez FM logistic comme cariste, un beau parcours. « Nous ne demandons aucun prérequis pour travailler ici, même pas de CV », précise Florence Feisthaue qui supervise les 260 CDI du site. « En deux ans, nous avons embauché 53 personnes et avec l'extension qui est opérationnelle (voir ci-dessous), il nous manque encore 15 à 20 prépa-

FOLEMBRAY

Un nouveau tournant au circuit

La nouvelle équipe, qui exploite le circuit du Folembroy Aréna, propriété du département, est en place. Elle regorge d'idées et s'ouvre sur l'extérieur.

L'ESSENTIEL

→ **LE CIRCUIT EN 1974** Il a bien vu le jour à cette date, mais ce circuit de Folembroy a été inauguré officiellement une année plus tard. À cette époque, les courses de voitures et de motos mais un collectif d'entusiastes apparaît ensuite en raison des nuisances sonores.

→ **DITES 27** Après une longue interruption, le circuit du Folembroy a repris vie avec la famille Jacques qui se exploitait durant 22 ans, et passe la main en juin dernier.

→ **LE FOLEMBROY ARÉNA** De nouveaux exploits venus de la région parisienne lui succède, il s'agit de Corinne Gasson, Frédéric Cartier, Viannay Alexandre et Emilie Laventure. Ils tiennent à poursuivre tout en diversifiant les offres.

■ Le circuit fait exactement 2350 m pour une largeur de 9 m. Niché en plein cœur de la forêt, il est le seul au nord et peut-être en France à offrir un tel cachet. Aujourd'hui, avec toutes les législations en vigueur, il n'est plus habilité à recevoir les compétitions mais les nouveaux tenants ne désespèrent un jour de peut-être obtenir les autorisations nécessaires. Vendredi en soirée, les nouveaux maîtres des lieux ont donc présenté les axes de développement.

Ne vous attendez pas à voir rouler des F1 dans cet écrin de verdure. Ce n'est certainement pas le but du moment. Pour l'heure, on se rend au circuit pour rouler au volant de son auto, de sa moto, pour des stages de conduite ou encore s'essayer aux kartings, voire les 4 X 4 dans les bois autour du site.

La FFSA absente

« Nous sommes en phase avec la politique fédérale, le développement durable, précise Viannay Alexandre, président de Plusrace et propriétaire d'une écurie d'endurance. On y met toute notre énergie comme nos rêves. Il y a les sports mécaniques mais pas cela. Il y a les rassemblements automobiles les stages éducatifs, la sécurité routière sans jamais perdre de vue la sécurité. Nous sommes ouverts au dialogue avec toutes les personnes de bonne volonté. Le circuit est ouvert à tous. »

Le revêtement récent est d'excellente qualité, apportant un confort de roulage et pilotage comme une excellente adhérence. Bref, ce tracé est rapide et technique, entièrement en dévers.

Le monde de la moto, représenté par le vice-président de la FFM (Fédération Française de Motocycliste) Jean-Marc Desnues et le président



De gauche à droite, Frédéric Cartier, Corinne Gasson, Viannay Alexandre et Emilie Laventure, pose au « Folembroy Aréna ».

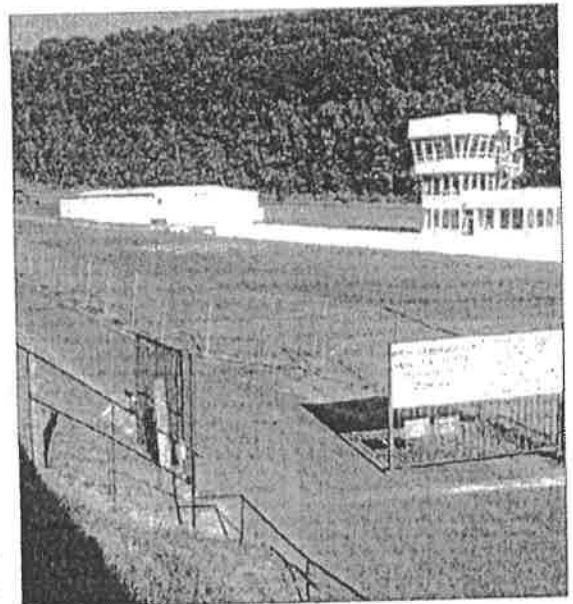
régional Patrick Stadler, n'a pas manqué de soutenir ce nouvel élan avec de futures collaborations. En revanche, il manquait les représentants de l'automobile (FFSA) à l'étonnement des responsables du circuit. D'ailleurs, un président d'association d'automobiles s'inquiétait mais il fut vite rassuré. « Les autos seront toujours là et nous poursuivons les Journées GTI chaque deuxième

week-end du mois, insiste Emilie Laventure, la chargée de communication. Le terrain pour les 4 X 4 est prêt, ballié, on parle même de quad avec le comité des fêtes de Folembroy. d'enduro et de trial. L'accès aux sanitaires sera bientôt opérationnel comme l'électricité pour les paddocks d'en haut. Le but est presque que le circuit devienne une base de loisirs. »

PIERRE HALLADE

Des gloires à Folembroy

Ce circuit de Folembroy en a vu de toutes les couleurs avec de prestigieuses courses et même de célèbres pilotes s'y sont arrêtés pour mettre au point leurs machines. Parfois, ils découvraient seulement la compétition au volant de petites voitures de série bricolées. Renault-sport avait même élu domicile dans les années 1970-80. Il y avait la coupe R8 Gordini, celle des RS où les Alain Prost, Jean-Pierre Jabouille et même un peu plus tôt avec Jean-Pierre Beltoise, lequel a bien failli reprendre le circuit, à l'issue de sa carrière sportive. « Il n'y a pas qu'eux, Henri Pescarolo est venu aussi damner des cours de conduite, souligne le Folembroisien nostalgique. Tous ces pilotes ont débuté avec de petites voitures Renault mais, on ne s'imaginait pas qu'on les retrouverait en F1 plus tard. » Il n'était pas rare que le département sport de Renault F1 vienne y faire des essais discrets en semaine avec Jean-Pierre Jabouille et même René Arnoux qui détenait le record officiel de la piste avec un temps de 47"28 (au volant de la RS12) en 1979. Le circuit de Folembroy a tout connu même un arrêt « technique » de 10 ans, sans oublier le collectif qui s'était créé, car le bruit assourdissant des échappements les rendait fou.



Le circuit « Folembroy Aréna » a connu une cure de jouvence.

Mille poules : « Votre projet est bien mais pas ici ! »

Les habitants de Séry-les-Mézières s'opposent à la création d'un poulailler bio. C'est moins le projet que l'emplacement qui pose problème.

■ « Je ne suis pas là pour vous convaincre. » Emmanuel Renard savait que le combat était perdu d'avance. Mais il a tenu à s'expliquer face une centaine de personnes, soit un quart de la population de Séry-les-Mézières, la semaine dernière lors d'une réunion publique voulue par la municipalité.

Cet habitant souhaite installer une ferme de 1200 volailles. Un poulailler bio dans le but de vendre des œufs en circuit court. La philosophie de ce projet séduit les habitants mais pas son emplacement. Le terrain se trouve à la sortie du village, non loin du stade de football et surtout des habitations. « Je suis un peu surpris que ce projet fasse autant de bruit eut égard de ce qui se fait dans les com-

munales voisines », a tempéré Anita Dumas, adjointe au maire.

« Et les rats ? » s'est exclamée une dame dans l'assistance. « J'ai déjà passé un contrat de dératisation », a répondu l'exploitant qui au fil des questions se montrait de plus en plus agacé.

« On veut garder notre qualité de vie »

Il a dû se justifier sur les odeurs, le risque de pollution de la nappe phréatique, la dépréciation de la valeur des habitations ou le risque d'inondation. À court d'arguments, certains lui ont fait remarquer qu'il n'était pas vraiment du village puisqu'il est arrivé. Il y a cinq ans. « On ne vous dit pas que vous n'êtes pas du cru mais on vit dans un super village et on veut garder notre

qualité de vie », a tempéré Anita Dumas, adjointe au maire.

L'assistance a voté en faveur du projet... à condition qu'il se fasse ailleurs. « Votre projet est bien mais pas ici », s'est emporté un villageois. « Trouvez-moi un terrain d'un hectare et demi et je m'y installerais », a assuré Emmanuel Renard.

Pour l'heure, le permis de construire n'a pas encore été déposé. La mairie, par la voix de Bastien Milot, a rappelé qu'elle n'avait qu'un avis consultatif et que le permis était délivré par la préfecture. « Je rappelle que la municipalité n'est pas partie prenante dans cette affaire », avait auparavant indiqué le maire Roseline Vanhoutte, consciente que le dossier est explosif.

OLIVIER DE SAINT RIQUIER

➔ « Ce soir vous allez vous coucher en vous disant que vous avez un village sur le dos »

Un habitant de Séry

munales voisines », s'est étonné le principal intéressé, faisant référence aux fermes de Renansart et de Surfontaine et ses dizaines de milliers de volailles.

Mais c'est un autre élevage, celui de Gricourt, que les habitants ont pris en exemple pour argumenter sur le risque d'invasions de mouches. Là encore, Emmanuel Renard a tenu à relativiser sur la taille de sa future exploitation. « C'est mille poules. On les a déjà



Le responsable du projet a répondu aux nombreuses interrogations.

L'EDITORIAL DE CAROLE BOUILLE



Du tac au tac

François Hollande et Nicolas Sarkozy comme s'ils y étaient... La campagne pour la présidentielle aurait-elle démarré ? Les primaires seraient-elles déjà terminées ? Les partis auraient-ils déjà élu leur champion ? Depuis quelques jours, la situation est troublante au point de s'y méprendre.

Depuis qu'il est candidat à la candidature, Nicolas Sarkozy imprime son rythme à la campagne, donne le tempo et avance tel un bulldozer que seuls ses ennuis avec la justice pourraient freiner. Du pur Nicolas Sarkozy. Avec son pompeusement nommé « discours de Wagram », François Hollande n'a pas pu s'en empêcher, il est presque entré en campagne. Pour la première fois, jeudi dernier, il a laissé transparaître sous son costume de Président celui de potentiel futur candidat non déclaré. Un message reçu 5/5 par Nicolas Sarkozy, qui lui a répondu du tac au tac, ce week-end, sur la question du terrorisme. Face au Président presque candidat qui s'est posé en défenseur de l'État de droit face au terro-

risme, l'ex-Président quasi-candidat a répliqué en exposant dans la presse son plan contre le terrorisme. Enfermer les fichés S, expulser les étrangers suspectés de lien avec le jihadisme, en accusant au passage Hollande de ne pas tout mettre en œuvre. Une belle passe d'armes.

Après le slogan « Hé oh, la gauche ! », peut-être faudra-t-il lancer un « Hé oh, les primaires ! ». Ce ne sera une mince affaire ni pour la droite, ni pour la gauche. Il suffisait de laisser traîner ses oreilles à la fête de l'Huma ou à La Rochelle ce week-end pour se rendre à l'évidence que ce rêve d'un candidat unique capable de réunir la gauche gouvernementale, les frondeurs, les Mélenchonistes et les Verts, est une chimère.

Si Hollande et Sarkozy semblent pressés d'en découdre et se voient rejouer le match de 2012, c'est sans compter sur le Front national. Car le duel qui se dessine déterminera qui, du candidat de la droite ou de la gauche, ira se mesurer à Marine Le Pen, quasi assurée d'une présence au second tour.

LE DESSIN DE CHAUNU



POLITIQUE

Les frondeurs socialistes en quête d'une stratégie pour 2017

Pourront-ils présenter un candidat unique à la primaire de janvier 2017 initiée par le PS ? La question a agité, ce week-end, les débats des frondeurs à La Rochelle.

Sur la « photo de famille » prise hier, au terme de l'université d'été de ceux qui ont soutenu la motion B du congrès de Poitiers (« À gauche pour gagner ») figuraient pas moins de quatre candidats à la présidentielle : Benoît Hamon et Marie-Noëlle Lienemann, qui comptent participer à la primaire PS, mais aussi Gérard Filoche, candidat à une hypothétique « primaire de toute la gauche », et Arnaud Montebourg, qui participera à la primaire si elle est « loyale ». Une image de division qui fait désordre, alors même que les frondeurs n'ont cessé ce week-end d'appeler à la désignation d'un candidat unique à gauche, via une primaire de « toute la gauche et des écologistes ».



Arnaud Montebourg, Gérard Filoche, Marie-Noëlle Lienemann, Christian Paul et Benoît Hamon (de gauche à droite), étaient réunis, hier, à l'Université d'été des frondeurs socialistes à La Rochelle (Charente-Maritime). AFP

« Pour gagner la primaire, bâtir une alternance à gauche, il faut une volonté collective sans faille »

le député Christian Paul

Le Premier ministre Manuel Valls a jugé « puérile, irresponsable » la division de la gauche compte tenu des « enjeux », critiquant « le seul but à la fête de l'Humanité ou à la Ro-

chelle (...) d'empêcher François Hollande d'être candidat ou de le battre à la primaire ». Proche du chef de l'État, Julien Dray a dénoncé sur BFMTV les « enfantillages » de « tous ces candidats de gauche incapables de proposer une orientation alternative ». « Finissons avec ce narcissisme des petites différences », a renchéri l'ancien ministre Pierre Moscovici, jugeant Arnaud Montebourg et Be-

noît Hamon « coresponsables du bilan » du quinquennat. Le chef de file des frondeurs, Christian Paul, a appelé chacun à la « responsabilité » dans son discours de clôture. « Mes amis, je crois savoir ce que vous voulez (...) Ce que vous voulez, c'est plus d'unité, beaucoup plus d'unité dans ce moment. (...) Pour gagner la primaire, bâtir une alternance à gauche, il faut une volonté collective sans

faille », a déclaré le député de la Nièvre devant quelque 400 personnes. « Notre direction a proposé en juillet d'aller, par étapes, vers une candidature unique ». Cela engage chacun et chacune d'entre nous », a-t-il souligné. M. Paul a considéré auprès qu'il « serait mieux, beaucoup mieux » qu'un tel rassemblement intervienne avant le premier tour de la primaire, le 22 janvier.

L'EDITORIAL D'HERVÉ CHABAUD



Tour de passe-passe

Plus c'est gros et mieux c'est vendu ! La baisse de l'impôt sur le revenu annoncée par Michel Sapin, plus ciblée et homéopathique que systématique, s'inscrit dans une stratégie électorale élaborée en amont du discours de Wagram et révélée au lendemain des propos offensifs d'un François Hollande impatient d'obtenir, par les urnes, un second mandat. En lieutenant loyal et fidèle du Président, le ministre s'est mis en scène pour annoncer ce qui est forcément une bonne nouvelle de l'Élysée pour ceux qui en profiteront. Est-ce à dire que les Français oublieront ainsi les soixante-dix-huit milliards d'euros de prélèvements obligatoires supplémentaires enregistrés depuis 2012 et leurs conséquences ? L'impôt sur le revenu pèse de plus en plus sur une minorité de contribuables et rien ne change sous le soleil de Bercy. Les Français ne sont plus dupes. Ils font leurs comptes et observent, dans leur grande majorité, que ce qu'on leur rend d'une main, on leur reprend de l'autre. Ce n'est pas une mesure qui fait un bud-

get à moins qu'on ait choisi, sans le reconnaître, de s'affranchir des règles de l'Union européenne et de creuser encore des déficits qu'on s'évertue à combler. Entre l'affichage politique et la réalité comptable, il y a souvent une incompatibilité imposée par les chiffres même à l'approche d'un scrutin décisif ! Les habillages les plus séduisants et soignés ont été sélectionnés pour affirmer que le changement fiscal, c'est bien maintenant ! Y compris pour les petites entreprises vantées comme jamais pour leur valeur ajoutée, mais qui n'ont pas oublié les treize milliards d'euros d'allègements de charges supprimés à l'heure de l'alternance. Toute cette mise en scène confirme que la campagne électorale est ouverte avant même le verdict des primaires. Ce qui compte est d'apparaître comme le mieux disant, même si les promesses n'engagent que ceux qui les croient. À moins qu'on comprenne enfin que dans une économie ouverte, pour être compétitif, il ne faut pas être accablé de taxes et d'impôts.

LE DESSIN DE CHAUNU



FISCALITÉ

Promesse de baisses d'impôts en 2017

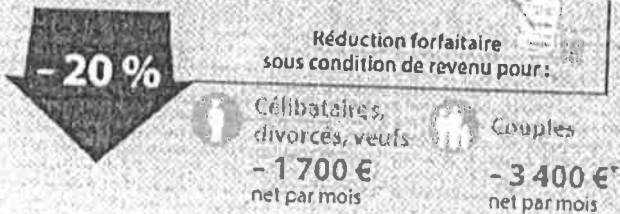
Le gouvernement a annoncé hier une série de gestes fiscaux. La baisse d'un milliard d'euros de l'impôt sur le revenu doit bénéficier à cinq millions de contribuables.

Selon Bercy, cette nouvelle baisse de l'impôt sur le revenu (qui s'appliquera sur les impôts payés l'an prochain sur les revenus 2016) concernera, à taux plein, les couples gagnant jusqu'à 3 400 euros de salaire net et les personnes seules gagnant jusqu'à 1 700 euros. Ces limites seront majorées pour les familles, par exemple jusqu'à 4 800 euros pour un couple avec trois enfants. Pour un couple avec deux enfants gagnant 4 100 euros, cela représente 360 euros de baisse. Pour un célibataire au salaire de 1 700 euros net, ce sera 190 euros.

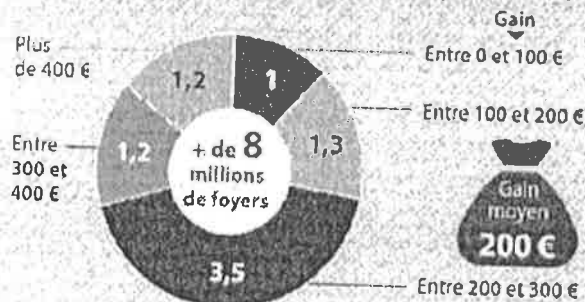
Selon le ministre de l'Économie Michel Sapin, des mesures fiscales complémentaires seront mises en œuvre, dont un crédit d'impôt pour les services à domicile, qui bénéficiera à partir de 2017 à tous les ménages. Cette mesure, appliquée aux impôts payés en 2018, « bénéficiera à 1,3 million de ménages » et « représentera une aide supplémentaire d'un milliard d'euros », selon Bercy. Jusqu'alors, seuls les actifs et les retraités imposables avaient droit à ces réduc-

LA NOUVELLE MESURE DE BAISSE DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Inscrite dans le projet de loi de finances pour 2017
en conseil des ministres le 28 septembre 2016



Foyers ayant bénéficié d'une baisse d'impôts en 2016



* Injoints selon charge de famille

Source : ministère de l'Économie et des Finances (sept. 2016)

Selon le ministre de l'Économie, des mesures fiscales complémentaires seront mises en œuvre, dont un crédit d'impôt pour les services à domicile

tions d'impôts. Côté entreprises, M. Sapin a confirmé que le taux d'impôt sur les sociétés serait ramené de 33,3 % à 28 % pour les petites et moyennes entreprises en 2017 et 2018, puis « pour toutes les entreprises » d'ici à 2020. La CGPME a accueilli cette mesure avec circonspection, estimant qu'elle ne pouvait « être prise pour argent comptant » au vu des échéances électorales prochaines. Le taux du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) sera par ailleurs porté de 6 % à 7 % pour les salaires l'an prochain, et le compte entrepreneur investisseur, visant à alléger la taxation du capital productif pour favoriser l'investissement, sera mis en place.



« Le peuple de gauche, il est ici », a affirmé hier le patron des communistes Pierre Laurent, à La Courneuve. Archives AFP

POLITIQUE

La gauche anti-Hollande à la Fête de l'Humanité

Une « convergence », voire une candidature commune, est-elle encore possible ? De nombreux élus et représentants de la gauche anti-Hollande se sont pris à rêver, hier à la Fête de l'Humanité, d'un rassemblement en 2017, certains appelant même à nouveau à une grande primaire de toute la gauche. « Oui, nous avons des différences, mais nous avons tellement de choses en commun que nous devons valoriser », a lancé le patron des communistes, Pierre Laurent, en concluant un dé-

bat de parlementaires opposés à la loi travail, au premier jour de la Fête de l'Humanité à La Courneuve. « Si la Fête de l'Humanité peut donner de l'écho à cette démarche, elle aura fait beaucoup dans la perspective de l'élection présidentielle », a-t-il poursuivi, rappelant que « le peuple de gauche, il est ici ». Il était entouré de nombreux élus socialistes comme Aurélie Filippetti, Jérôme Guerj, Fanélie Carrey-Conte ou Marie-Noëlle Lienemann et Gérard Fil-

POLITIQUE

Les candidats devraient être huit

Il y avait treize prétendants à la primaire de la droite. Ils ne sont plus que huit après l'étape des parrainages. Le casting définitif sera connu le 21 septembre.

Les candidats à la primaire de la droite devraient être, au bout du compte, huit à concourir pour cette compétition inédite à droite, dont une femme, Nathalie Kosciusko-Morizet, sur les onze qui ont finalement déposé un dossier. La Haute autorité de la primaire, dirigée par Anne Levade, juriste (non encartée), reconduite par le député LR Thierry Solère, a indiqué dans un communiqué avoir reçu « au titre de "Les Républicains", les candidatures de Jean-François Copé, François Fillon, Alain Juppé, Nathalie Kosciusko-Morizet, Bruno Le Maire, Hervé Mariton, Nicolas Sarkozy ». A également été reçue, « au titre du Parti Chrétien-Démocrate, la candidature de Jean-Frédéric Poisson » (qui était dispensé de parrainages à ce titre). La Haute autorité a reçu trois candidatures au titre d'autres partis ou groupements politiques. Les noms de ces trois personnes n'ont pas été révélés. La liste des candidatures dûment validées sera publiée le 21 septembre, date du lancement de la campagne officielle. Le scrutin, ouvert à tous les Français en âge de voter, se déroulera les 20 et 27 novembre.

LES CANDIDATS À LA PRIMAIRE DE LA DROITE

Validation définitive des candidatures le 21 septembre

Candidat en 2012 Ex-Président de la Fdp Ex-Premier ministre Ex-membre d'un gouvernement

* Ils ont tous reçu les parrainages nécessaires mais évoque le droit de le présenter en tant que président du micro parti Nouveaux Horizons

Tous les partis et groupements politiques ont voté le 21 sept. 2016

Image: Reuters, DR

FÊTE DE L'HUMANITÉ

« Mélenchon, c'est un homme de spectacle »

Les communistes n'ont pas de candidat à la présidentielle de 2017 mais une dizaine de courtisans. Immersion chez les « cocos » de l'Aisne.



Derrière la musique et la bière, la fête de l'Huma est surtout l'occasion d'un grand débat d'idées chez les communistes.

« Ça sent la graille, le houblon et les substances «écologiques». Ça déborde d'idées et d'idéaux. C'est la «fête de l'Huma». La parenthèse de bonheur et d'existence des communistes, qu'ils soient militants ou sympathisants. Et tant pis si l'événement, créé en 1930 pour financer le journal L'Humanité, est devenu «un festival», où jeunes et familles viennent écouter les Chemical Brothers, Sauchon & Voulzy ou bien Polnareff, qui passe ici pour un ancien soutien de... Sarko-zy.

«C'est pas grave, on est les seuls à permettre à des militants de gauche de voir Polnareff et Sauchon pour 25 €. C'est pas le Figaro qui fait ça», rétorque Benoît Roger, le secrétaire départemental du PCF de l'Aisne fait encore mieux. Avec les fédérations des autres départements des Hauts-de-France, il monte chaque année sa propre scène, «avec 100 % de bénévoles», et des groupes comme HK ou Les Sales Majestés.

De toute façon, l'essentiel est ailleurs cette année pour les communistes, désespérés devant l'échéance présidentielle de mai prochain. Durant le week-end, tous les candidats déclarés à gauche se sont succédés sous les chapiteaux du parc de La Cour-

neuve. Problème : aucun n'est au PCF.

Mélenchon, Hamon, Montebourg et tous les autres représentent la gauche... du PS. «C'est le bal des hypocrites», observe Corinne Bécourt, secrétaire de la section saint-quentinoise, qui voit en Mélenchon «un homme de spectacle».

Pierre Laurent, lui, joue le projet avant l'homme, même si le secrétaire national du PCF a tout un parti qui gronde derrière lui.

«Les communistes ont envie d'entrer dans la bataille, assure Benoît Roger. Mais créons d'abord les conditions pour constituer un programme, le choix du candidat viendra après». Pour cela, une vaste consultation a été lancée par le

parti. «L'objectif, c'est 500 000 retours», et un rendez-vous fixé le 5 novembre en conférence nationale «pour décider d'une stratégie». En attendant, le bateau ivre a besoin d'un gouvernail et d'un cap.

«On est perdus», confie Corinne Bécourt, choyée par tous les militants nationaux les plus à gauche du parti, et qui considère le sien trop enclin à regarder vers sa droite. «On fait signer une pétition pour la levée de l'état d'urgence. C'est inconcevable d'apprendre aux enfants d'avoir peur dès la maternelle», estime-t-elle, soucieuse de reconquérir le terrain laissé au FN.

«Mon candidat, c'est Chassaigne (André, le n°2 du parti) ou Pierre Laurent. Mais il leur faut rassembler

la vraie gauche», observe Michel Carreau, le leader de la section ternoise, qui, à 69 ans, a été de toutes les luttes électorales.

Le voilà aujourd'hui aussi démuné que ses camarades, orphelin d'un Georges Marchais, parce que «nul savait rassembler». «On a été pris à contre-pied, trahis par la politique de Hollande. Les copains sont ébranlés», avoue-t-il sous un stand qui n'a eu aucun de mal à recruter des bénévoles, y compris des jeunes. «En revanche, ils ont du mal à militer. Dès qu'il faut aller faire du porte-à-porte, il n'y a plus grand monde», déplore-t-il.

Derrière la présidentielle, il y aura les élections législatives (11 et 18 juin). Et pour les communistes, qui savent que leur candidat n'a quasiment aucune chance de voir l'Élysée, c'est ce combat qu'il faut mener en priorité. «Ceux qui votent les lois, ce sont quand même les députés», rappelle Gérard Brunel, candidat PCF aux partielles de mars dernier à Saint-Quentin. Or, se focaliser sur celui qui partira à la présidentielle, c'est encore une fois délégitimer le travail des parlementaires. Parce que – et ils sont tous d'accord là-dessus –, leur foi va vers un projet de société, pas vers l'homme providentiel.

ÉRIC JONNEAU

POINT DE VUE

Pourquoi êtes-vous venus à la Fête de l'Huma ?



FRANCIS CORCY
60 ans
Responsable
d'action sociale
Chauny

« Par tradition déjà, et par militantisme. Et peut-être aussi pour venir supporter un changement tant attendu des Français. Je viens depuis l'âge de 18 ans. [...] Je suis sympathisant, mais engagé – je suis suppléant du conseiller départemental Michel Carreau. C'est quand même un parti qui est dans une démarche humaniste. »



AURÉLIEN VASSAUX
16 ans
Lycéen
Saint-Quentin

« C'est la première fois pour moi. Je suis venu parce que c'est un endroit où sont réunis tous les communistes, c'est là où notre section se réunit. Parce que c'est le moment de discuter aussi avec ceux qui sont en désaccord avec nous au niveau national. [...] Je suis allé voir tous les stands des Jeunes communistes. C'est le moment d'échanger. »



MARIE-ANGE LAYER
59 ans
Professeur
d'histoire
Dulchy-le-Château

« Pour moi, c'est un acte militant, c'est une évidence. Je ne sors presque pas du stand [de la fédération de l'Aisne du PCF]. C'est un moment d'échanges entre tous les camarades. On peut discuter des opinions différentes, on a une lecture du monde différente. J'aime bien d'ailleurs aller voir les partis frères. [...] La communisme vit. »



JEAN-MARIE JACQUINOT
73 ans
Retraité
Beaumont-en-Bière

« Parce que je suis trésorier de la section de Chauny. Parce que je suis au PCF. Et parce que l'humain, c'est l'organique qui est la ligne de vie du parti. [...] Et depuis 1972, je suis syndiqué à la CGT. J'y viens par conviction. [...] Je viens vivre ! Et discuter, avec les jeunes, avec les gens. Écouter ce qu'ils disent, c'est important. »

Législatives : le sujet qui fâche

Dans l'Aisne, il n'y a aucune raison pour que la bataille des législatives (11-18 juin) se fasse autrement qu'en ordre dispersé. Comme en mars dernier, la section saint-quentinoise promet une nouvelle fois de présenter son candidat, contre celui de la libération de l'Aisne. Corinne Bécourt revendique « 100 adhérents, soit la plus grosse section du département ». « 42 sont à jour de cotisation », objecte, très agacé, Benoît Roger. Le secrétaire départemental sait que le souci de son parti est de constituer un groupe au Palais Bourbon. Pour cela, « des choix stratégiques sont à faire », dit-il. Décision en décembre prochain.

Leurs propositions pour sauver le Made in France

Extraits, forcément non exhaustifs, des interventions des candidats à la présidentielle, ou de leurs représentants (pour Fillon et Sarkozy), hier à Reims.



JACQUES CHEMINADE
Solidarité et Progrès

« Défendre le patrioisisme économique, cela signifie retrouver notre souveraineté monétaire bradée face à la City et Wall Street. Il faut sortir de l'Union européenne et de l'euro, créer une nouvelle entente économique. Mais le patrioisisme n'est pas le repli national. C'est susciter l'esprit d'entreprise et protéger ceux qui entreprennent. Il faut créer une TVA sociale et moduler celles existantes. »



JEAN-FRANÇOIS COPÉ
Les Républicains

« Pour relancer le Produire en France, il faut une vraie rupture. Je propose un choc fiscal de 50 milliards de baisses d'impôt dont 35 milliards pour les entreprises et 15 pour les ménages. Il faut un nettoyage complet du code du travail qui n'est plus adapté à notre monde actuel. Il faut en finir avec les 35 heures, avoir un regard décomplexé par rapport au travail. »



CÉCILE DUFLOT
Europe Écologie - Les Verts

« Le patrioisisme, c'est mettre l'économie au service du bien-être des concitoyens. Il faut mettre en place un pacte de relocalisation. Cela passe par la valorisation du savoir-faire français. Il faut également s'appuyer sur les ressources locales en favorisant les circuits courts. Produire en France, c'est aussi pouvoir produire partout en France et donc mettre les moyens pour cela. »



NICOLAS DUPONT-AIGNAN
Debout la France

« Il faut lutter contre la concurrence déloyale en supprimant la directive sur les travailleurs détachés. Je propose des contrats de relocalisation, gagnant-gagnant et donner un bonus à ceux qui investissent en France. Il faut permettre de déduire 100 % de l'ISF pour les investissements dans les PME produisant principalement ici. Le Made in France est vital pour l'avenir de la France. »



BASTIEN FAUDOT
Mouvement républicain et citoyen (MRC)

« Il faut reconquérir notre souveraineté budgétaire en dénonçant le carcan budgétaire européen qui nous conduit au désastre. Nous devons nationaliser l'euro et le déprécier de 20 %. Il faut aussi une politique de soutien aux bas salaires pour relancer la consommation française et garantir les carnets de commandes, s'alléger des règles et normes qui pèsent sur les entreprises. »



FRANÇOIS FILLON
Les Républicains, représenté par Jérôme Charlier

« Le Produire en France, c'est une ambition de compétitivité, d'innovation et d'esprit d'entreprise. Il faut donner plus de liberté. Nous proposons notamment une baisse de 40 milliards d'euros des charges qui pèsent sur les entreprises, une réduction du taux d'impôt des sociétés et qu'au moins 50 % des commandes publiques soient réservées aux entreprises qui produisent en France. »



YANNICK JADOT
Europe Écologie - Les Verts

« Il ne faut pas se mentir. Le Made in France, c'est d'abord mieux d'Europe. Des majorités politiques ont transformé le projet européen en une petite mondialisation libérale technocratique et austère. Le Made in France ce doit être de l'innovation pas la mise en concurrence des salariés avec ceux du Brésil. Cela ne marchera que si les Français sont convaincus par un projet de société désirable. »



ALAIN JUPPÉ
Les Républicains

« Produire en France, ce n'est pas faire la chaire sulfureuse du protectionnisme. Il faut recréer un environnement compétitif. Cela passe par une loi quinquennale de programmation fiscale pour donner de la visibilité, l'allègement de 10 milliards des cotisations patronales, le gel des seuils sociaux pendant cinq ans, donner aux PME un accès privilégié aux marchés publics, sortir des 35 heures... »



JEAN-CHRISTOPHE LAGARDE
UDI

« J'en ai assez de cette avalanche de promesses de baisses d'impôts et de concours de protectionnisme. Ce n'est pas la solution. Je propose un pacte national. Aujourd'hui, on travaille 35 heures payées 39. Pendant cinq ans, tout le monde accepte de travailler 39 heures, payées 39. Les emplois aidés doivent par ailleurs, aller aux PMI-PME, pas aux administrations. »



BRUNO LE MAIRE
Les Républicains

« Il faut simplifier, alléger tout ce qui pèse lourdement sur la production des entreprises. Je propose la suppression totale des charges pendant un an pour les entreprises de moins de dix salariés, jusqu'à 2,5 fois le Smic. Baisserai également à 25 % la taxation du revenu du capital. Il faut libérer le génie français et remplacer le principe de précaution par le principe d'innovation. »



MARINE LE PEN
Front national

« La racine du mal se trouve dans le dogme du libre-échange et dans la mondialisation sauvage. Nous sommes prisonniers de l'Union européenne et de l'euro. Le retour de notre souveraineté est indispensable pour promouvoir le Made in France. Les produits français, s'ils ne sont pas plus de 25 % plus chers que leurs concurrents, seront privilégiés dans les marchés publics. »



MARIE-NOËLLE LIENEMANN
Parti socialiste

« Il faut reorienter la consommation des Français vers le Produire en France. Je propose un plan de 35 milliards avec une augmentation des bas salaires. 80 % des bas salaires consomment hexagonal. Il faut aussi relancer les grands investissements structurants. Je propose la création d'un ministère de la Consommation pour la qualité et le Produire en France. »



JEAN-LUC MÉLENCHON
Parti de gauche

« Produire en France, c'est se battre pour la relocalisation par le protectionnisme solidaire. Le libre-échange est une illusion idéologique du XVIII^e siècle qui n'a pas marché. Dans ce Produire en France, le premier facteur est humain. On a besoin que cet humain se sente bien et cela passe par la santé, l'éducation, la défense du service public, une confiance au sein de l'entreprise. »



ARNAUD MONTEBOURG
Parti socialiste

« Je veux bien que nous ne soyons pas trop protectionnistes mais ne soyons pas naïfs. Il est possible de mener une politique de patrioisisme économique. Je suis favorable au fait que 80 % des marchés publics servent les PME de nos territoires. Nous devons utiliser l'épargne de l'assurance-vie pour soutenir les PME en difficulté, discuter des normes qui pèsent sur les entreprises. »



NICOLAS SARKOZY
Les Républicains, représenté par Christian Estrosi

« Nous avons besoin d'instaurer de nouveau un climat de confiance pour le monde de l'entreprise avec des règles claires. Nous proposerons notamment une baisse des charges des entreprises de près de 11 milliards d'euros, une révision du crédit impôt innovation, un étiquetage plus précis des produits pour informer le consommateur. »